Forum, Le Mauricien, 8 Rue St Georges, Port-Louis tél : 207 82 00

E-Mail : forum@lemauricien.com

LETTRE OUVERTE AU DR L'HONORABLE NAVINCHANDRA RAMGOOLAM, GCSK, FRCP

The Plea of Ignorance Is Untenable – On Knowledge, Responsibility and the Limits of Delay

Monsieur le Premier ministre,

Je ne vous écris pas pour solliciter quelconque faveur politique, ou pour débattre, ou encore pour convaincre par la persuasion douce. Je ne vous écris pas non plus dans la temporalité courte des controverses et des malheureuses chicayas. Laissez-moi vous dire d'où j'écris, d'où je parle et d'où je cris.

Je vous écris de là où la parole est une braise, qui ne cherche plus à éclairer, mais à brûler pour révéler, avec la lucidité que nous impose le réel. C'est depuis ce foyer incandescent que je vous écris, au point précis où l'on cesse d'interpeller le responsable politique que vous êtes pour s'adresser à un acteur, comme nous tous, de l'Histoire. L'Histoire qui se resserre, où le temps court se brise contre le temps long, où l'État n'a plus le luxe de différer sans se renier. Je vous écris parce qu'il existe des moments où l'État ne peut plus se réfugier derrière l'art de la mesure et la rhétorique du possible, derrière les prudences de langage, ou de ses éléments, qui tiennent lieu de pensée. Je vous écris parce que la réforme électorale annoncée est devenue, au-delà d'un dossier, une ligne de partage entre deux régimes de vérité.

Je vous écris, Docteur, pour vous mettre en demeure historienne et citoyenne. Car l'Histoire – faut-il le rappeler, cette entité que les gouvernants invoquent trop souvent comme un décor, sans la comprendre, et trop rarement comme un tribunal – n'est ni sensible aux intentions, ni émue par les prudences calculées, ni impressionnée par la longévité du pouvoir. Elle n'écoute pas, ne débat pas, ne discute pas. Elle demeure, dans un état constant et tranchant de surdicécité souveraine, indifférente aux passions éphémères des hommes. Elle ne voit que les structures que l'on a laissées intactes, les mensonges que l'on a tolérés, les avenues que l'on a refusées. Elle observe, pèse les actes et mesure nos renoncements. Elle seule tient le glaive et la balance ; et elle tranche, sans appel, ce que chaque génération a consenti à faire, ou à ne pas faire, de sa souveraineté. Elle ne tranche jamais en faveur de ceux qui ont préféré l'attente et les atermoiements à la vérité.

Je pourrais ici déployer longuement l'architecture complète de la refondation que je porte : une représentation proportionnelle intégrale comme matrice de vérité démocratique ; appliquée selon une méthode d'allocation rigoureuse et intelligible qui ne fabrique pas d'hégémonies par artifice ; un seuil mesuré, garant de pluralisme sans pulvérisation ; un effectif parlementaire stable, afin que l'ingénierie ne soit pas un prétexte à l'inflation ; un mécanisme de gouvernabilité non pas *« sauvage »*, mais plafonné, conditionné, juridiquement domestiqué ; un ancrage de proximité sans retour au mensonge majoritaire ; des dispositifs anti-défection qui cessent de confondre la trahison avec une humeur, pour enfin la traiter comme un événement juridique ; une inclusion féminine garantie dès l'origine, assortie d'une clause de rendez-vous pour durcir la norme après l'apprentissage ; une surcouche institutionnelle de décélération ; de participation constituante ; une diaspora enfin instituée, afin que le temps long, le peuple direct et la nation élargie deviennent des organes vitaux du corps républicain ; des contre-pouvoirs sanctuarisés et un droit à l'expérimentation démocratique. Tout cela existe, cohérent, articulé, paramétrable, chiffrable. J'ai tout cela. Vous l'aurez, si vous en voulez, en documents, en matrices, en clauses, en simulations. Mes propositions vous parviendront avant la date butoir du 30 janvier 2026.

Mais précisément, Docteur, je m'abstiendrai d'en exposer davantage au-delà de ce survol volontairement frustrant, pour marquer une vérité plus centrale : le problème n'est plus l'absence de solutions, mais l'absence de consentement à la vérité, lorsque l'État consent enfin à cesser de se mentir à lui-même.

Denis Patrice Lebon

Un Mauricien considérant que l'heure est à exiger, parce qu'il sait que certaines heures ne se répètent pas

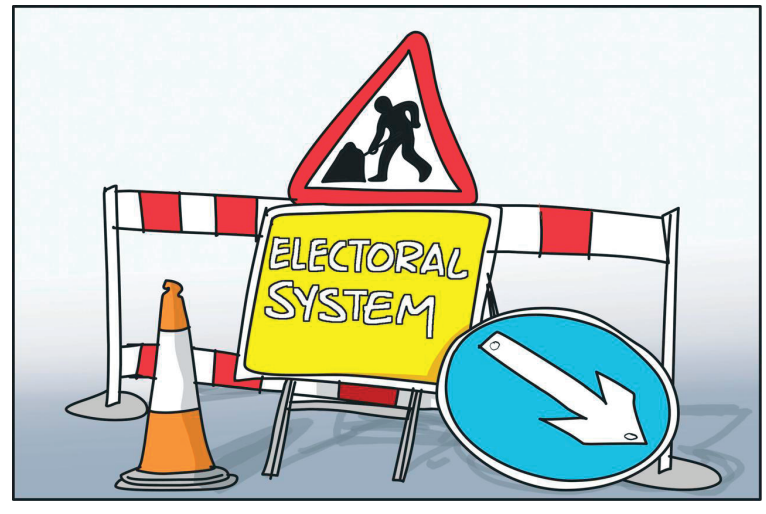
La vérité est la suivante : la réforme électorale, à Maurice, a trop longtemps été traitée comme un sujet technique, un dossier de commissions, un objet de consensus tiède, une affaire de funambules et de susceptibilités, une variable d'ajustement. Mais elle est aussi une infrastructure. Invisible, mais décisive. À l'égal de l'eau, de l'électricité, des routes, elle organise des flux, pas de marchandises, mais la circulation du pouvoir, la distribution de la légitimité, la manière dont une société convertit sa pluralité en décision. On ne modernise pas un pays avec des canalisations institutionnelles fissurées. Un mauvais système électoral, comme une voirie mal conçue, fabrique des embouteillages politiques, des rentes, des zones mortes ; il détourne les énergies vers la friction, la négociation opaque, la discipline de blocs, plutôt que vers l'intérêt général. Il autorise des autoroutes pour quelques-uns et des impasses pour d'autres. Il crée des contournements, des péages, des nids-de-poule et des clientèles. Et, quand l'infrastructure est défectueuse, ce n'est pas seulement le trafic qui souffre : c'est la confiance, donc la nation.

C'est pourquoi la réforme électorale est le seuil métaphysique du régime, le cœur battant de la responsabilité historique. Elle ne détermine pas seulement qui gouverne, mais détermine ce que signifie gouverner. Elle fixe la frontière entre le mandat et l'absolu et décide si une majorité issue des frottements de l'instant peut engager, sans autre forme de légitimation, l'avenir profond de la Nation. Car toutes les décisions n'ont pas le même poids temporel. Certaines se corrigent ; d'autres s'inscrivent. Certaines s'amendent ; d'autres se sédimentent. Certaines relèvent du réversible ; d'autres de l'irréversible : orientations qui configurent, pour des décennies, la souveraineté, la démographie politique, l'empreinte écologique, la posture géopolitique, l'identité constitutionnelle. Une République ne sachant pas distinguer l'amendable de l'irréversible abdique sa responsabilité première : protéger l'avenir contre l'arbitraire du présent.

Voilà la faute originelle de notre régime actuel. Il ne se contente pas de désigner des gouvernants : il fabrique une illusion de mandat total. Il autorise qu'une majorité arithmétique – parfois minoritaire en voix – se comporte de telle manière qu'elle avait reçu délégation pour l'irréversible. Il rend possible l'hubris sans même que les hommes soient *hubristes*. Il transforme la contingence électorale en pouvoir existentiel. Et trop rarement l'a-t-on formulé avec la netteté requise, parce que cela oblige à regarder le pouvoir là où il se croit légitime par nature. Ce silence est d'autant plus grave que nous avons basculé dans un monde où l'erreur ne se corrige plus à bas bruit. Jadis, une décision médiocre se payait lentement. Aujourd'hui, elle se verrouille, se cumule et devient irréversible par inertie. Elle se paie en dépendances stratégiques, en vulnérabilités systémiques, en pertes de souveraineté. Un État qui persiste à gouverner sur une représentation déformée devient aveugle à ses propres limites. Il confond la voix du pays avec celle d'une majorité fabriquée. Il se persuade d'un consensus fictif. Il engage le long terme avec une légitimité de court terme. Il gouverne à l'aveugle, convaincu de voir clair.

À pareille cécité institutionnelle s'ajoute une pathologie plus intime : la peur du peuple réel. Car le refus obstiné d'une représentation fidèle, la crainte panique de la proportionnelle intégrale, l'hostilité à la pluralité visible, ne sont pas des choix techniques ; ils reposent sur une hypothèse implicite, rarement assumée : le peuple serait trop immature pour se voir tel qu'il est, trop complexe pour être représenté sans être simplifié, trop libre pour être gouverné sans être réduit. C'est la matrice qui fait naître ces lâchetés institutionnelles. C'est le signe d'une démocratie adolescente qui se raconte des histoires pour tenir debout, pour éviter d'avoir à négocier réellement. Elle prend le désintéressement pour l'assentiment, l'inertie pour l'attente, l'espérance pour la patience, le pacifisme pour la paix, la quiétude pour le mutisme. Elle confond l'unité avec l'uniformité, la paix avec le silence, la stabilité avec l'écrasement statistique.

La démocratie adulte, elle, accepte la pluralité sans la sacraliser. Elle nomme le dissensus, elle l'organise, elle l'institutionnalise. Elle se donne les règles nécessaires pour gouverner le peuple tel qu'il est, rugueux, contrasté, réel, pluriel. Elle sait que la pluralité niée ne s'éteint jamais, mais se déplace, s'enkyste, s'accumule, se radicalise hors des institutions, puis revient sous des formes plus violentes, plus coûteuses, plus dangereuses, séditieuses, donc moins gouvernables. La réforme électorale est devenue une question de survie institutionnelle : la condition pour traverser un siècle d'irréversibilités sans se dissoudre dans l'illusion. Elle conditionne la possibilité même d'une gouvernance responsable dans un monde où chaque décision pèse plus lourd qu'hier, et où l'erreur fatale se paie plus vite qu'une traînée de poudre de perlimpinpin saupoudrée sur tous les réseaux sociaux.



Et c'est ici que votre responsabilité, Docteur, prend une dimension singulière, personnelle mais non polémique. Vous n'êtes pas seulement chef d'un gouvernement. Vous êtes, à cet instant, un verrou, ou un passeur. Le dernier verrou d'un ancien régime de représentation, ou le premier passeur vers l'âge adulte institutionnel. Les hommes d'État ne sont pas jugés sur les majorités qu'ils obtiennent, mais sur les mécanismes qu'ils lèguent.

Vous avez eu mille fois raison d'appeler tous les Mauriciens à participer à la refondation de la Nation : nous sommes tous concernés, et je prends ma pleine part de responsabilité à y contribuer. Néanmoins, Monsieur le Premier ministre, vous ne pouvez pas appeler la Nation à la modernité économique, à la transition écologique, à l'agilité diplomatique et à la résilience stratégique dans un monde de chocs, tout en lui refusant la modernité politique qui conditionne toutes les autres. Vous ne pouvez pas exiger innovation, responsabilité et intelligence, et maintenir une mécanique représentative qui *punit structurellement* la nouveauté et récompense la discipline de bloc. Vous ne pouvez pas invoquer l'intérêt national dans un siècle d'irréversibilités, et gouverner de telle sorte qu'un mandat serait assimilable à un blanc-seing existentiel.

Réformer...

Ce qui vous est demandé dépasse de loin le verbe *« réformer »*. Ce verbe est devenu trop petit, trop commode, trop usé jusqu'à la corde, *too loaded and corrupted*. Ce qui vous est demandé est plus qu'un basculement, c'est un acte de refondation : l'acceptation explicite que le régime doit passer à l'âge adulte, la fin des réformettes, la fin des doses posées sur un socle majoritaire plurinominal à un tour mensonger, la fin des ajustements cosmétiques et des commissions-paravents. Cela implique d'inscrire dans le marbre que la vérité représentative n'est pas négociable, que la gouvernabilité n'est pas un permis d'hégémonie, et que l'avenir profond du pays ne peut être engagé sans une légitimité renforcée.

Docteur, je le dis avec la gravité et la netteté de ceux qui n'ont nul besoin d'être aimés pour dire vrai : si ce dossier est encore différé, dilué, neutralisé, édulcoré, ce ne sera pas une maladresse, mais le choix de l'illusion plutôt que de la vérité, du confort plutôt que de la maturité. À l'inverse, si vous engagez cette refondation, vous accomplirez un acte d'État. Vous rendrez à la République sa capacité de se regarder sans fard et de gouverner sans hubris. Vous ferez entrer Maurice dans le cercle rarissime des démocraties qui n'ont plus besoin de se raconter des histoires pour tenir debout, parce qu'elles ont accepté de compter le peuple réel, de hiérarchiser le temps et de sanctuariser le futur.

Et, puisque l'Histoire aime les parallèles qu'elle n'annonce qu'après coup, permettez une mise en perspective, loin de moi l'idée de vous enfermer dans une filiation (*perish the thought*), mais pour vous rappeler la hauteur du verdict : que retiendront finalement les générations lorsqu'elles mettront, inévitablement, en regard le Père de la Nation devenue indépendante sous sa gouverne et le fils placé, à son tour, devant une autre épreuve de fondation ? L'indépendance fut un seuil. La refondation démocratique en est un autre. Face à l'indépendance, les réformettes, les rustines et les doses de proportionnelle ne font pas contrepoids. Tant il est vrai qu'aucun pansement ne s'applique sur une jambe fracturée : il faut plâtrer, Docteur.

Je conclus sans aménité, mais sans animosité. Vous êtes aujourd'hui pile devant la ligne de partage d'un verdict futur, pas d'un débat parlementaire. Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression d'une exigence historique qui ne se négocie plus.